

Fissures dans la relation d'Al-Qaïda avec sa branche maghrébine

Ces derniers jours, l'«émir» d'Al-Qaïda au Maghreb, Abdelmalek Droukdel dit Abou Mos'ab Abdelwadoud, a transmis une lettre à l'intériste jordanien Abou Mohamed Al-Maqdissi, lui demandant s'il acceptait, sans que cela ne l'importune, qu'il lui soumette certaines questions qui nécessitent des «éclaircissements» et la levée de certaines «ambiguïtés».

En s'adressant à Abou Mohamed Al-Maqdissi, Droukdel laisse apparaître qu'il ne trouve pas les réponses qu'il cherche auprès de la hiérarchie de l'organisation mère à laquelle il a prêté allégeance. Al-Maqdissi est considéré aujourd'hui par tout ce que le monde compte comme terroristes islamistes de la sphère salafiste comme la référence la plus en vue en matière de promulgation de «fetwas» et autres avis «religieux» qui autorisent de semer la

mort et la destruction. Il dispose de son propre site Internet, qu'il a appelé «Monothéisme et Jihad», où il a publié cette lettre de Droukdel et sur lequel sont diffusés les écrits de très nombreux partisans du terrorisme islamiste.

Curieusement, au début de l'année de l'année en cours, certains journaux algériens lui ont prêté le fait qu'il aurait des réserves par rapport au terrorisme d'Al-Qaïda au Maghreb et la manière par laquelle il se manifeste. Pour leur

répondre, il n'a même pas pris la peine de rédiger un texte. Il s'est contenté de regrouper dans son site web et en ouverture les écrits disponibles sur Internet de «djihadistes» algériens dont ceux d'Al-Qaïda au Maghreb, rappelant dans quel camp il se situe et son entière satisfaction du terrorisme sévissant dans le pays.

Et curieusement encore, malgré cette réponse indirecte qui ne laissait aucun doute sur son attitude franchement hostile à l'Etat algérien, des membres «repentis» de l'ancienne chefferie du GSPC lui ont envoyé une correspondance où ils proposaient de se rendre en Jordanie pour le rencontrer et l'éclairer sur la nature réelle du terrorisme sévissant en Algérie.

Et là, il a lui-même répondu : «Vous n'êtes pas les bienvenus.» Et de les traiter de capitulards, de défaitistes, entre autres qualificatifs.

C'est à ce partisan invétéré de la mise à feu et à sang de l'Algérie que le terroriste en chef d'Al-Qaïda au Maghreb vient d'écrire, tout en ayant l'assurance, à l'avance, qu'il ne trouvera auprès de lui qu'approbations et encouragements dans tout ce que son terrorisme pourrait faire subir au pays. Il sait qu'il n'a à craindre de lui, tout au plus, que quelques légères nuances dans telle ou telle



Photo : DR

Un premier craquement dans la relation d'El-Qaïda avec sa branche maghrébine.

pratique terroriste sans que cela aille jusqu'à la lui interdire d'un point de vue «religieux». Y compris pour l'attentat suicide où l'assassinat de civils quand c'est dans des «dégâts collatéraux». Al-Maqdissi est connu. Et ce n'est pas à lui que se serait adressé le chef des tueurs de l'ex-GSPC s'il ne cherchait pas à obtenir des réponses qui le conforteraient dans tout ce qu'il a entrepris et aura à entreprendre dans la même voie. Pour le moment, le chef terroriste n'a pas encore soulevé les questions qui semblent le préoccuper mais a juste demandé s'il pouvait les lui poser. Et le fait que sa

lettre ait été publiée par son destinataire dans son site web est déjà une réponse positive.

Au point où en est aujourd'hui Al-Qaïda au Maghreb, il peut être émis nombres d'hypothèses sur ces questions qui taraudent l'esprit de Droukdel.

Mais le plus important n'est pas tant de savoir de quoi il s'agit que de relever que les réponses possibles à ses préoccupations et qu'il aurait dû, normalement, trouver au sein d'Al-Qaïda ne sont pas suffisamment convaincantes pour l'avoir poussé à s'adresser à une «autorité» extérieure à l'organisation mais reconnue de tous les

terroristes pour y trancher.

Et le fait même pour le chef terroriste de l'ex-GSPC d'avoir à aborder des préoccupations qui le hantent hors des structures d'Al-Qaïda dénote manifestement que le courant ne circule plus de la manière dont il se devait avec sa hiérarchie, pour lui-même ou pour une partie importante de ses «frères» qu'il s'agit de convaincre.

On l'aura compris, il ne s'agit de rien d'autre que d'un premier craquement visible dans la relation d'Al-Qaïda avec sa branche maghrébine. A l'avenir de dire de quoi il en retourne exactement.

Mohamed Issami

LAKHDARIA Arrestation d'un individu pour soutien au terrorisme

Ce mercredi, les services de sécurité ont pu mettre la main sur un individu âgé de 20 ans faisant partie d'un réseau de soutien au terrorisme au niveau de la ville de Lakhdaria.

Selon des informations concordantes, cet individu qui habite le quartier d'El-Kouir, réputé pour être l'un des fiefs du terrorisme islamiste, faisait l'objet d'une étroite surveillance depuis plusieurs mois.

Les services de sécurité ont fini par déterminer qu'il faisait effectivement partie d'un réseau de soutien à un groupe terroriste activant sur l'axe Lakhdaria - Boumerdès. Il continue de faire l'objet d'interrogatoires destinés à identifier les autres éléments du réseau.

H. M.

FAROUK KSENTINI PERSISTE ET SIGNE : «L'amnistie générale est inévitable»

Le président de la Commission consultative nationale de promotion et de protection des droits de l'homme (CCNPPDH) continue de promouvoir l'idée d'une amnistie générale. Farouk Ksentini pense même que l'option est «inévitabile», se défendant au passage d'empiéter sur les prérogatives de Bouteflika.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - S'étendant longuement sur la question, Farouk Ksentini a expliqué, jeudi, lors de son passage au Forum d'El Moudjahid, que c'est l'évolution de la situation en Algérie qui imposerait une telle démarche. Il s'agirait de

redonner un second souffle à la réconciliation nationale. «Au regard de ce qui s'est fait dans le passé dans le monde et à travers l'Histoire, l'amnistie générale me paraît inévitable.

La réconciliation nationale a besoin d'un second souffle et de s'étendre à l'amnistie générale, mais à la condition que tous les terroristes encore en activi-

té se rendent ensemble et en même temps et que le peuple algérien soit de nouveau consulté par voie référendaire», a-t-il estimé.

A ceux qui lui ont reproché de lancer des ballons sondes, le président de la CCNPPDH répond qu'il a parfaitement le droit de s'exprimer sur la question et que l'amnistie générale ne devait pas être un tabou.

Cette amnistie, Ksentini l'imagine comme la solution qui apporterait la paix sociale et qui viendrait corriger les insuffisances de la politique de réconciliation nationale. L'invité du forum a néanmoins pris la précaution de dire que «l'amnistie générale relève des seules prérogatives du président de la République». «C'est lui l'initiateur de la

réconciliation nationale et il lui appartient de terminer cette démarche.» Interrogé sur la promulgation de l'ordonnance concernant l'organisation de l'institution qu'il préside, Ksentini, visiblement irrité par les commentaires selon lesquelles la CCNPPDH serait trop proche des thèses du pou-

voir, a répondu que son institution était «totalement indépendante». La preuve ? «Je n'ai jamais reçu d'instructions ni d'injonctions de qui que ce soit, encore moins du président, et je n'ai même pas de salaire en ma qualité de président de la CCNPPDH».

N. I.

Détenus torturés en Libye : «Nous ne pouvons que déplorer...»

En sa qualité de défenseur des droits de l'Homme, Ksentini ne peut que déplorer le fait que des détenus algériens aient été torturés en Libye.

Nuançant ses propos, il affirmera n'avoir aucune preuve tangible sur des cas de torture et qu'il ne faisait que reprendre les déclarations faites par les détenus eux-mêmes.

Même s'il était en possession de preuves, Ksentini estime qu'il ne peut que déplorer cet état de fait, n'envisageant en aucun cas des actions pour demander réparation.

Ksentini se dit soucieux de préserver les relations algéro-libyennes, et les droits de l'Homme devront s'en accommoder !

N. I.

5 500 familles de disparus indemnisées

Sur les 6 000 dossiers de familles de disparus ouvrant droit à une indemnisation, 5 500 ont déjà été traités. C'est ce qu'a indiqué jeudi Merouane Azzi, président de la cellule juridique auxiliaire de la Commission nationale chargée de l'application de la charte pour la paix et la réconciliation nationale.

Pas moins de 500 familles ont néanmoins refusé l'indemnisation s'accrochant à leur revendication première : connaître la vérité sur la disparition de leurs proches.

N. I.